

Tel.: 06 80 32 47 74

nicole.maggi-germain@univ-paris1.fr

Née le 21 mars 1967 à Toulon (VAR) Mariée, trois enfants Nationalité : française



DIPLÔMES

Février 2019 Qualifiée aux fonctions de professeure par la section 01 du CNU

13 juin 2006 Habilitation à diriger des recherches.

5 Avril 1996 Thèse de doctorat en droit privé, spécialité Droit du travail (Faculté de Droit de Nantes)

Sujet "Négociation collective et transformations de l'entreprise publique à statut"

Directeur de thèse : Pr. Supiot

Mention : très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

Thèse publiée en 1996 à la LGDJ, bibliothèque de droit social, tome 30, 596 p.

Sept. 1992 DEA de Droit social et mouvements sociaux contemporains (Nantes).

Mention "bien". Major de promotion.

(Sous-admissible aux concours externes d'agrégation de 1998 et 2000)

FONCTIONS

Depuis 1997

Maître de conférences habilitée à diriger des recherches à l'Université Paris I, Panthéon Sorbonne (Institut des Sciences Sociales du Travail), https://isst.pantheonsorbonne.fr/

2014-2021

Directrice de l'ISST du 13 septembre 2014 au 13 octobre 2021 (1 mandat et demi). L'Institut des Sciences sociales du travail est une composante de l'Université Paris 1, Panthéon Sorbonne, habilitée par arrêté ministériel à assurer, au niveau national, la formation sociale, économique et juridique des salariés membres d'organisations syndicales ainsi que des conseillers prud'homaux

Chercheure rattachée au Laboratoire de recherches Droit et changement social (UMR CNRS 6297), http://www.droit.univ-nantes.fr/labos/dcs/

Membre de la Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, Nantes, http://www.msh.univ-nantes.fr/

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Depuis 1997

Cours magistraux:

Dans le cadre de la formation professionnelle continue :

- Cours en droit du travail, droit de la formation professionnelle continue, droit de la consommation
- Codirection et interventions dans les *Journées de droit social* (mensuelles) destinées à la formation des conseillers prud'hommes d'Île de France

Depuis 2004

Cours magistraux en master 2 Recherche (faculté de droit de Nantes) Droit social approfondi (séminaire semestriel de 10 h) : « Le droit de l'emploi public ».

Directions de mémoires (exemples) :

- La responsabilité sociale de l'entreprise
- Le portage salarial
- •La notion de risque professionnel
- L'analyse juridique du New public management

Depuis 2007

Cours magistraux en master 2 Recherche (faculté de droit de Nantes) Droit social approfondi (séminaire semestriel de 10 heures) : « Le droit de la formation professionnelle continue ».

Directions de mémoires (exemples):

- L'information sur la formation professionnelle continue
- Le plan de formation de l'entreprise
- La carrière du salarié

2015

Intervenante dans le cadre de la préparation à l'ENA, Chaire européenne Jean Monnet, Université Rennes 2, 27 avril 2015 (3 heures).

<u>Thème</u>: « La transformation du droit de la formation professionnelle continue : les exemples de l'entretien professionnel et du compte personnel de formation. »

2007-2012

Intervenante à Sciences Po Paris : direction d'un module de formation de deux jours sur « La santé au travail » dirigé vers des responsables de services des ressources humaines, des médecins du travail et des représentants du personnel.

2007-2013

Chargée d'enseignements en Master 2 Professionnel « Droit et pratique des relations du Travail », Université Paris-Sud 11, faculté de droit Jean Monnet (séminaire semestriel de 20 heures) : « Droit du travail et secteur public »

Directions de mémoires (exemples):

- L'obligation d'emploi des personnes handicapées
- La nature juridique du Droit individuel à la formation (DIF)
- Le licenciement économique au sein du groupe

2003

Intervention à Sciences Po Paris sur le thème « Le médecin du travail face aux évolutions du droit du travail », 13 septembre

1996/1997

ATER à la faculté de droit de Nantes : chargée de travaux dirigés en licence de droit privé

Enseignement: procédure pénale

1994/1996 Enseignante vacataire en droit social à la faculté de droit de Nantes : chargée de travaux

dirigés en maîtrise de droit social

Enseignements: droit du travail et droit de la protection sociale français et communautaire.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT À L'ÉTRANGER (professeur invité)

2022 POLOGNE, Université Adam Mickiewicz (Poznań): intervention, en anglais, dans

un séminaire de M2, Droit social (une matinée).

Thème: The French Personal Account of Activity, 26 avril 2022

2015 ESPAGNE : intervention en espagnol dans un séminaire en M2, Droit social, à la

faculté de Droit de Saint Jacques de Compostelle (une matinée).

<u>Thème</u>: « ¿ Existe un derecho común del trabajo ? El ejemplo de la transformación de las

relaciones laborales en el sector público en Francia »1, 20 avril 2015

2012 RUSSIE : mission d'enseignements (18 h) dispensés à des étudiants russes de

niveau Master, préparant un Diplôme universitaire (DU) de droit économique de Paris 1 dans le cadre du partenariat entre cette université et l'EHESE (École des Hautes Études en

Sciences Économiques, Université d'État de Moscou, Russie).

<u>Thème</u>: « Le droit du travail français et les libertés et droits fondamentaux », 6-12 nov.

2012

EXPERTISE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

2022 membres du comité scientifique du séminaire international organisé par l'Université de

Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne), « La reforma de la formación profesional en

españa: un nuevo modelo para el siglo XXI », 7 octobre 2022

2021 Audition par le parlement d'Estonie (Centre de Prospective), 22 avril, "Life Accounts as

a Way Forward for the Future of Social Protection". Webinaire organisé jeudi 22 avril.

Présentation en anglais du compte personnel d'activité.

Depuis 2021 Membre du Conseil de l'Institut d'études avancées de l'Université de Poznań (Pologne) -

http://cbz.amu.edu.pl/fr/conseil-d-institut.html

Membre du Réseau international de recherche de l'O.I.T. (2021-2024) créé afin

d'approfondir les connaissances dans le domaine de la violence et du harcèlement

^{1 «} Existe-t-il un droit commun du travail ? L'exemple de la transformation des relations de travail dans le secteur public en France ».

dans le monde du travail en Afrique de l'Ouest https://www.ilo.org/global/topics/violence-harassment/projects/WCMS_792213/lang-fr/index.htm

Membre de l'Observatoire sur la digitalisation des relations industrielles, Université catholique de Rome - https://www.linkedin.com/company/osservatorio-sulla-digitalizzazione-delle-relazioni-industriali/

2019-2020

Membre du groupe d'experts internationaux de Harvard Law School "Rebalancing

Economic and Political Power: A Clean Slate for the Future of Labor Law",

https://lwp.law.harvard.edu/clean-slate-international-advisory-group /

https://www.cleanslateworkerpower.org/partners

Projet qui s'inscrit dans le Labor and Worklife Program de la Harvard Law School, Etats-Unis.

https://lwp.law.harvard.edu/clean-slate-project

https://lwp.law.harvard.edu/event/clean-slate-convening-levels-actors-and-scope-

bargaining

https://twitter.com/hashtag/ReworkLaborRights?src=hash

Membre du comité scientifique du projet de recherche *Occupational Health and Safety* (*OHS*). Legislation and Insurance Coverage in the context of the Fourth Industrial Revolution – finance par l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail (INAIL) / Fondazione ADAPT et Université de Modena et Reggio Emilia.

2018

Évaluatrice pour le Fonds de la recherche scientifique-FNRS Belge, Fondation d'utilité publique, financée à plus de 90% sur fonds publics qui soutient le développement de la recherche fondamentale en Communauté française de Belgique (http://www.fnrs.be/).

Depuis 2015

Membre du Comité exécutif international du réseau collaboratif CIELO (Communauté pour la recherche et les études sur le travail et le champ professionnel (http://www.cielolaboral.com/fr/)

EXPERTISE SCIENTIFIQUE AU NIVEAU NATIONAL

2022-2023

Membre du comité d'experts consulté dans le cadre de l'élaboration de l'enquête sur les usages et effets de la formation financée par le CPF, Ministère du travail (Dares) et France Compétences

2014-2016 et

depuis 2020 Évaluatrice pour l'Institut d'études avancées de Nantes dans le cadre de la procédure de

sélection pour l'accueil de chercheurs étrangers.

2019-2021

Membre du Comité de suivi de l'appel à projets de recherches « Les relations de travail dans un contexte de réformes institutionnelles », Dares (Ministère du travail)

Évaluatrice pour la Fondation Maison des Sciences de l'Homme dans le cadre du projet d'accueil de chercheurs étrangers – programme DEA (Directeurs d'études associés) (http://www.fmsh.fr/fr/international/29072)

2020

Haut Conseil Haut Conseil du financement de la protection sociale (HCFPS), 27 février, « Transferts de responsabilités et place de la personne dans la relation de travail. Vers une refondation du droit du travail ? »

2014

Conseil économique, social et environnemental (CESE), Section du travail et de l'emploi, 29 janvier, sur la réforme la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs.

2013

Ministère du travail, Direction général du travail, Jean-Denis Combrexelle (Directeur), sur le projet de réforme de la représentativité des organisations professionnelles d'employeurs, 12 juillet

DIRECTION DE THÈSES

Thèses soutenues

Aurélie BOUTET, La formation professionnelle continue : approche juridique (soutenance le 14 octobre 2014) – Univ. de Nantes

<u>L'étudiante a bénéficié d'un contrat de financement de thèse</u> avec le Centre de recherche et d'études sur les qualifications (Céreq)

Louise GOBIN, *Les relations de travail triangulaires*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) – Soutenance le 24 janvier 2022.

L'étudiante a bénéficié d'un contrat doctoral

Liste des thèses en cours

Nathalie DJIDEL, L'incidence de l'intelligence artificielle sur le travail, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne - École de droit de la Sorbonne (EDDS) et Institut de recherches juridiques de la Sorbonne (IRJS – équipe d'accueil EA4150- CNRS) - en préparation depuis septembre 2022 (changement de directrice de thèse - doctorante inscrite depuis le 1^{er} septembre 2019)

Hermann Martial NDJOKO, *La discrimination syndicale*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) en préparation depuis décembre 2018

Neda ASKARINYA, *Les mécanismes de distribution des risques sociaux*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) – Thèse préparée en co-direction avec le professeur Ali-Akbar GORDJI, Université Shahid Beheshti, faculté de droit de Téhéran (Iran) - en préparation depuis octobre 2018 <u>L'étudiante bénéficie d'une bourse doctorale</u> attribuée par le gouvernement français

Ana Carolina DE MATOS, *Le Droit à la déconnexion dans une perspective franco-brésilienne*, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne - École de droit de la Sorbonne (EDDS) et Institut de recherches juridiques de la Sorbonne (IRJS – équipe d'accueil EA4150-CNRS) - en préparation depuis novembre 2018. En codirection avec Daniela MURADAS ANTUNES, Professeur à l'*Université Fédérale de Minas Gerais*Lauréate du programme de bourse d'excellence Eiffel

Laureate du programme de bourse d'excellence Elliel

(https://www.campusfrance.org/fr/le-programme-de-bourses-d-excellence-eiffel)

Clément COUËDEL, *Normalisation et droit du travail*, Faculté de Droit de Nantes, École doctorale Droit Économie Gestion Environnement Société et Territoires (DEGEST) et Laboratoire "Droit et Changement Social (UMR CNRS 6297) – en préparation depuis le 01/11/2015

Karim ELHACOUMO, *Le concept de dialogue social : entre démocratie sociale et autonomie des partenaires sociaux*, Univ. Paris 1 (École doctorale de droit de la Sorbonne et Institut de Recherches Juridiques de la Sorbonne (IRJS) – en préparation depuis le 10/11/2013

L'étudiant a bénéficié d'une CIFRE

PARTICIPATION À DES JURYS DE THÈSE

Membre du jury de thèse de Candida LEONE, *The missing stone in the Cathedral: of unfair terms in employment contracts and coexisting rationalities in European contract law*, dir. Pr. A.A.H. Vanhoek, Pr. M.B.M. Loos, Droit privé, Université d'Amsterdam (Pays-Bas), 12 . . .

juin.

2020

2015

2005

Membre du jury de thèse de Donatien LECAT, La continuité du service d'intérêt général. Essai sur la pertinence d'un nouveau statut du personnel dans les grands services en

réseaux, dir. C.-A. Garbar, Droit public, Université de Nantes, 27 mars.

Membre du jury de thèse de M. Dru, Influence de la mutation juridique et de l'action syndicale sur les fonctions de l'anesthésiste-réanimateur hospitalier, dir. J.-M. Clément, Droit médical, Université Paris 8, 16 nov.

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

Sept. 2014 /octobre 2021	Directrice de l'ISST, Institut des sciences sociales du travail/Univ. Paris 1, Panthéon Sorbonne (https://www.univ-paris1.fr/ufr/isst/) – 1 mandat et demi.
Depuis 2021	Membre du Conseil du laboratoire <u>Droit et changement social</u> (UMR-CNRS 6297)
Depuis 2020	Membre de la Commission de la recherche de l'Université Paris 1
2018	Membre de la Commission de spécialistes de Droit privé du Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris (recrutement d'un.e MCF en Droit des affaires).
2007-2013	Membre du conseil scientifique du laboratoire de recherche Droit et changement social (UMR CNRS 6297), Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes.
2012	Membre de la Commission de spécialistes de Droit privé de l'Institut du travail de l'Université Robert Schuman, Strasbourg.
2002-2006	Membre du Conseil d'administration de l'Institut des Sciences Sociales du Travail – Université Paris I, Panthéon Sorbonne.
2004-2006	Membre de la Commission de spécialistes de l'Institut des Sciences Sociales du Travail – Université Paris I, Panthéon Sorbonne
2004-2007	Membre de la Commission de spécialistes de Droit privé de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Nantes.

APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES

Membre du groupe de travail de France Stratégie sur le compte personnel d'activité (CPA) qui a remis son rapport au Premier Ministre Valls et à la Ministre du travail El Khomri le 9 octobre 2015²
 Membre d'un séminaire de travail mensuel, présidé par Jacques Delors dans le cadre du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (<u>CERC</u>), sur le thème « Action publique et justice sociale ».

² Selma MAHFOUZ (2015), *Le compte personnel d'activité, de l'utopie au concret*, rapport de la commission réunie dans le cadre de France Stratégie remis au Premier Ministre, 162 p. La commission a réuni, pendant 6 séances qui se sont tenues en juillet et septembre, des praticiens, des chercheurs et des universitaires.

TRADUCTIONS

2021

Traduction, de l'espagnol au français, de trois articles publiés dans N. Maggi-Germain (dir.) *L'impact des normes de l'O.I.T. sur la scène internationale*, éd. Mare & Martin, 22 avril, coll. Droit et Science politique, 328 p.

- Lourdes Mella Méndez, prof. de droit social, Université de Saint Jacques de Compostelle (Espagne), « L'application, dans le droit du travail espagnol, des conventions de l'O.I.T. sur le temps de travail et le repos : principaux apports », p. 163-172.
- David Lantarón Barquín, Prof. de droit social, Université de Cantabrie (Espagne), « La recherche d'un niveau de protection minimum applicable aux conditions de travail », p. 229-244
- Alicia Villalba Sánchez, Professeure associée en Droit, Université de Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne)« L'application des conventions de l'OIT sur la protection des travailleuses enceintes en cas de rupture de leur contrat de travail », p. 185-197.

Depuis 2015

Traduction de l'espagnol au français des textes et informations publiés par le réseau collaboratif CIELO (Communauté pour la recherche et les études sur le travail et le champ professionnel (http://www.cielolaboral.com/fr/)

2002

Traduction de l'anglais au français d'un article écrit par S. Deakin, Professeur de droit, Université de Cambridge, et M. Freedland, Professeur de droit, Université d'Oxford, intitulé "Citoyenneté, service public et relation de travail", in J.-L. Bodiguel, Ch.-A. Garbar et A. Supiot (dir.) *Le travail au service de l'intérêt général*, PUF, coll. Les voies du droit, 2000, p. 109 à 148.

COMPTE RENDU D'OUVRAGES

2020

Compte rendu de l'ouvrage de Vincent-Arnaud Chappe, L'égalité au travail. Justice et mobilisations contre les discriminations, Paris : Presses des Mines, 2019, 210 p., https://ds.hypotheses.org/7909 ; Droit et Société (n°105, 2020/2).

"Regulating the representativeness of employers' organizations to contrast the fragmentation of working conditions: a new issue for domestic legislators?", *E-Journal of International and Comparative Labour Studies*, Adapt university press, 2020,

PRÉSENTATION DES PUBLICATIONS

1) TRAVAUX UNIVERSITAIRES

22 sept. 1992 La police des chômeurs durant l'entre-deux-guerres, mémoire de DEA, Mémoire pour le

Droit social et mouvements sociaux contemporains, Faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes, 22 sept. 1992, 180 p. Direction : Michèle BORDEAUX, Professeure

d'Histoire du Droit - DOI: 10.13140/RG.2.2.33254.11845

juin 1989 Le contrôle de constitutionnalité des lois dans les pays de l'Est, mémoire de maîtrise, Faculté

de Droit et des Sciences politiques de Nantes, 95 p., Direction : Pr. T. RENOUX. DOI:

10.13140/RG.2.2.31576.39688

2) OUVRAGE

1996 Publication de la thèse de doctorat, Négociation collective et transformations de l'entreprise

publique à statut, LGDJ, bibliothèque de droit social, tome 30, 496 p.

3) DIRECTION / COORDINATION D'OUVRAGES INTERNATIONAUX

2021 L'impact des normes de l'O.I.T. sur la scène internationale (direction scientifique), Actes

du colloque international organisé pour le centenaire de l'Organisation internationale du travail, Univ. Paris 1, 23/24 sept. 2019, éd. Mare & Martin, 22 avril, coll. Droit et Science

politique, 328 p.

2017 Coordinatrice du 5^e tome des Actes du Congrès inaugural du réseau scientifique

CIELO, Cambios en las relaciones colectivas y nuevos retos para la representación de los trabajadores (Francia, España, Bélgica, Portugal, Argentina), (30 sept.-1^{er} oct. 2016),

publiés sous la direction de L. Mella Méndez, ed. Peter Lang, 299 p.

2014 Les relations professionnelles en Europe et en Amérique latine, codirection avec Anne

Dufresne, sociologue (Université catholique de Louvain, Belgique), PUR, coll. « Des

Sociétés », 197 p.

4) DIRECTION D'OUVRAGES NATIONAUX

2022 A la croisée du monde du travail et de l'université : l'Institut des sciences sociales du travail,

ouvrage rédigé dans le cadre du jubilé de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et des

soixante-dix ans de l'I.S.S.T., éd. de la Sorbonne, 498 p.

2003 Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés, Actes du séminaire de la

DARES 2002 sur le Droit de la formation professionnelle, Ministère des affaires sociales, du

travail et de la solidarité & La documentation française, Cahier Travail et emploi, 2003, 302 p. Écrit en Codirection avec Agnès Pélage, sociologue

5) <u>DIRECTION DE RAPPORTS DE RECHERCHE</u>

2011

2019 Le fait religieux en entreprise. Étude réalisée à partir d'une analyse des transformations

économiques et sociales sur le bassin aéroportuaire de Roissy, Rapport de recherche, Appel à manifestation d'intérêt politique travail n° E11179178, Directe d'Ile de France, 159 p.

w mannestation of mission period and an arrange and arrange and arrange arrang

La construction de la représentativité patronale, codirection scientifique avec J.-P. Le Crom, historien, directeur de recherche au CNRS, rapport pour Le Ministère de l'emploi, du

logement et de la cohésion sociale / DARES, avril, 402 p.

2009 Construire l'insertion des travailleurs handicapés : le rôle de la négociation collective (dir.

scientifique), 304 p. Recherche réalisée dans le cadre de la convention d'étude conclue pour

l'année 2007 entre l'Ires et la Cgt.

Rapport téléchargeable sur le site des Archives ouvertes en ligne (HAL-SHS (Hyper Article en Ligne - Sciences de l'Homme et de la Société) : http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-

00411532/fr/

2006 Les évolutions du cadre juridique de la formation professionnelle continue : un changement

de paradigmes ?, Rapport pour Le Ministère de l'emploi, du logement et de la cohésion sociale / DARES, novembre 2006, 448 p., écrit en codirection avec P. Caillaud, juriste,

chercheur au CNRS,

http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00403783/fr/

Le licenciement des salariés protégés : processus et enjeux, Rapport pour le Ministère du travail, DARES, Documents d'Études Dares n° 108, février 2006, 122 p., écrit en

collaboration avec Mario Corréia, sociologue http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/36/14/25/PDF/Rapport.pdf

6) COORDINATION DE DOSSIERS THÉMATIQUES PLURIDISCIPLINAIRES

2019 La réforme de la fonction publique, Droit social, n° spécial pluridisciplinaire, n° 12, déc., 54

p.

2016 Le Compte personnel d'activité, Droit social n° 10, octobre, 59 p.

2015 Communautarisme et fait religieux dans les relations de travail, Droit social n° 9, septembre,

48 p.

7) VALORISATION DE LA RECHERCHE

COMMISSARIAT D'EXPOSITION

2022

Exposition, à l'université Paris 1, des œuvres d'Alain Boggero, ancien ouvrier des Chantiers navals devenu artiste peintre organisée dans le cadre de la célébration du jubilé de Paris 1 et des 70 ans de l'Institut des Sciences Sociales du Travail, 5 juin au 15 juillet. Publication du catalogue de l'exposition chez Beaux-Arts éditions (juin 2022).

INTERVIEWS

1) Revues étrangères

2016

« La rappresentanza delle associazioni datoriali, spunti dall'esperienza francese », BolletinADAPT³, 26 gennaio 2016 (Italie), http://www.bollettinoadapt.it/la-rappresentanza-delle-associazioni-datoriali-spunti-dallesperienza-francese/

3) Presse/médias français

2021

« Le télétravail, sujet de dialogue social à part entière », *Travail et sécurité* n° 823, fév. Grand entretien, p. 10-11.

2020

« L'accord sur le télétravail fait du bien-être des salariés un enjeu managérial », Le Monde 27 nov. 2020

https://www.lemonde.fr/emploi/article/2020/11/27/accord-sur-le-teletravail-le-texte-fait-du-bien-etre-des-salaries-un-enjeu-managerial_6061419_1698637.html

« Ils sont en 100% télétravail depuis mars et n'en peuvent plus », Les Échos Start, 24 nov. 2020, https://start.lesechos.fr/travailler-mieux/flexibilite-au-travail/ils-sont-en-100-teletravail-depuis-mars-et-nen-peuvent-plus-1267879

Pour ou contre décompter les pauses cigarette du temps de travail ?, Les Échos Start, 9 sept. 2020, https://start.lesechos.fr/travailler-mieux/vie-entreprise/pour-ou-contre-decompter-les-pauses-cigarette-du-temps-de-travail-1240968

« Continuer le travail ou rester chez soi, l'épineuse situation des apprentis mineurs face au virus », Le Figaro (site web), vendredi 10 avril 2020

³ Association à but non lucratif fondée en 2000 par Marco Bigagi, professeur de droit du travail à l'Université de Modène et Reggio Emilia, afin de promouvoir les études et la recherche dans le champ du droit du travail et des relations industrielles au niveau international et dans une perspective comparative.

2019	« Marche ou grève : histoire d'une conquête », France culture, Entendez-vous l'éco ? 3
	déc. 2019, 14h-15h
	https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-emission-
	du-lundi-02-decembre-2019
	« Harvard prépare la "Nouvelle donne" de la négociation collective », <i>Miroir Social</i> , 14 mars 2019 (https://www.miroirsocial.com/focus/harvard-prepare-la-nouvelle-donne-de-la-negociation-collective)
2018	« Sous couvert d'autonomie, on surexpose la personne et on dévalorise le travail », actuEL CE – éditions législatives, 7/11/18 - http://www.actuel-ce.fr/content/nicole-maggi-germain-sous-couvert-dautonomie-surexpose-la-personne-et-devalorise-le-travail
	La réforme du statut des cheminots, France Inter, le 5/7, l'invité de 6h20, 27 février 2018 https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-6h20/l-invite-de-6h20-27-fevrier-2018
2017	« Coup d'envoi pour le compte personnel d'activité », Revue Actuel-RH, 12 janvier 2017
2016	« vers la surreprésentation des grandes entreprises », Revue $Direction$, n° 147, novembre 2016, p. 28-29
	« Les militants en reconversion ont besoin d'un réseau », https://www.trouver-une-formation-ce.com/3036/un-reseau-pour-les-militants-syndicaux-en-reconversion-nicole-maggi-germain-isst-paris1 , 17 août 2016
	CPA : la « grande œuvre sociale » du quinquennat Hollande accouche d'une souris, Mediapart.fr 29 avril 2016
	« La rappresentanza delle associazioni datoriali, spunti dall'esperienza francese », BolletinADAPT ⁴ , 26 gennaio 2016 (Italie), http://www.bollettinoadapt.it/la-rappresentanza-delle-associazioni-datoriali-spunti-dallesperienza-francese/
2015	Handicap: le demi-échec des accords d'entreprise, <i>Alternatives économiques</i> n° 351, 01/11/2015
2014	"Patronat : combien de divisions ? »", <i>Alternatives économiques</i> n° 331, janvier, p. 35-37
2013	Interview : "Les besoins de représentativité patronale changent mais les critères toujours pas", <i>Miroir Socia</i> l 30 avril 2013

https://www.lefigaro.fr/social/continuer-le-travail-ou-rester-chez-soi-l-epineuse-situation-

des-apprentis-mineurs-face-au-virus-20200410

⁴ Association à but non lucratif fondée en 2000 par Marco Bigagi, professeur de droit du travail à l'Université de Modène et Reggio Emilia, afin de promouvoir les études et la recherche dans le champ du droit du travail et des relations industrielles au niveau international et dans une perspective comparative.

8) ARTICLES, CHAPITRES PUBLIÉS DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS ÉTRANGERS

2022

"The Socialization of Economic Risk and the Redistribution of Liabilities", in Eduardo H.R. von Adamovich et M. Zernikow (ed.), *Philosophical and Sociological Reflections on Labour Law in Times of Crisis*, Cambridge Scholars Publishing, 18th May 2022, 455 p., p. 97-113.

2019

7. robotique et intelligence artificielle. Réflexions sur quelques enjeux juridiques et anthropologiques, in 1. CUARTA REVOLUCIÓN INDUSTRIAL Y ROBÓTICA, *Revista de Direito do Trabalho* (Brésil) - n° spécial (Actes du colloque CIELO – Uruguay 2018), p. RR-7 1

 $\underline{https://proview.thomsonreuters.com/launchapp/title/rt/monografias/190597006/v1/page/RR} -7.1$

2017

« Les droits attachés à la personne, une nouvelle catégorie de droits sociaux ? L'exemple du compte personnel d'activité », in L. Mella Méndez et L. Serrani, *Los actuales cambios sociales y laborales: nuevos retos para el mundo del trabajo*. Libro 1: Cambios tecnológicos y nuevos retos para el mundo del trabajo (Portugal, España, Colombia, Italia, Francia), ed. Peter Lang, 463 p., p. 419-432

https://www.peterlang.com/view/product/80122?rskey=6mz9BG&result=5

2016

« Il conto personale di attività. Requiem for a dream ?, in *Loi travail : prima analisi e lettura*, sous la direction de Lilli Casano, Giorgia Imperatori et Clara Tourres, Adapt university press http://moodle.adaptland.it/pluginfile.php/27122/mod_resource/content/3/ebook_vol_56.pdf

2014

« De la négociation collective au dialogue social : l'influence de l'Union européenne sur la transformation des relations professionnelles », écrit avec Anne Dufresne, Corinne Gobin, in *Les relations professionnelles en Europe et en Amérique latine*, codirection avec Anne Dufresne, sociologue (Université catholique de Louvain, Belgique), PUR, coll. « Des Sociétés », 197 p., p. 73-104

2013

« Il posto della formazione professionale continua nel progetto di legge sulla sécurisation de l'emploi : il conto personale di formazi⁵ », e-book, ADAPT University Press http://www.bollettinoadapt.it), numéro spécial sur La loi française de sécurisation de l'emploi, 260 p., publié sous la direction du Prof. Michele Tiraboschi (Università degli Studi di Modena e Reggio Emilia, Italie); coordinatrice : Lilli Casano, Senior Research Fellow e assegnista di ricerca (Università degli Studi di Modena e Reggio Emilia, Italie), vol. 7, mai, 260 p., p. 5-40.

http://moodle.adaptland.it/course/view.php?id=86&sesskey=YromDCgZRs

_

⁵ La place de la formation professionnelle continue dans le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi : le compte personnel de formation.

Article également publié dans la revue *Diritto delle Relazioni Industriali* 2013, n° 3, p. 861-886

http://moodle.adaptland.it/mod/book/view.php?id=8461

9) ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES SCIENTIFIQUES ÉTRANGÈRES

2022 « Przedsiębiorstwo I Wspólnota Pracy » (l'entreprise et la communauté de travail), revue polonaise *Roczniki Administracji i Prawa*, 2 (XXII), p. 277-296 ; DOI: 10.5604/01.3001.0016.0983

https://rocznikiadministracjiiprawa.publisherspanel.com/resources/html/articlesList?issueId =14856

Wocational Training in the Context of Law of June 14th 2013 on Employment Security: The "Personnel Learning Account" », *E-Journal of international and comparative Labour studies*, vol. 4, n° 3, september-october 2015, p. 35-43.

2013 « Connecting educational and vocational training for youth: a challenge for the law », article écrit en anglais par l'auteur, actes du colloque "Internship and Traineeship for Students and Young People", Bergame (Italie), 25-26 octobre 2013, Adapt Special Bulletin, Issue No. 2/2013

Zwischen Staatsinterventionismus und Tarifautonomie - Die Allgemeinverbindlicherklärung von Tarifverträgen in Frankreich⁶, article écrit en collaboration avec Anne Dufresne, sociologue (Univ. catholique de Louvain), Revue *WSI-Mitteilungen* Heft 7/2012, Stabilisierung des Flächentarifvertrages – Reform der Allgemeinverbindlicherklärung⁷, p. 534-540

« De la negociación colectiva al diálogo social. La transformación de las relaciones profesionales en la Unión Europe y Francia », article co-écrit avec Anne Dufresne, sociologue (Univ. Catholique de Louvain), *Revista de ciencias sociales*, Univ. de la República, Montevideo (Uruguay) n° 29, déc., p. 1-35

« Brefs propos sur les récentes évolutions dans les entreprises publiques à statut françaises », article publié en Coréen dans la revue *International Labor Brief*, vol. 3, n° 5, mai 2005, p. 35-43.

10) CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS FRANÇAIS

Dans A la croisée du monde du travail et de l'université : l'Institut des sciences sociales du travail, N. Maggi-Germain (dir.), éd. de la Sorbonne, 498 p.

- chapitre 1. « Apprendre de l'I.S.S.T. par les archives du ministère du Travail, 21-118

-

2022

2012

2011

2005

⁶ Entre interventionnisme d'État et autonomie de la négociation collective - Le mécanisme d'extension des négociations collectives en France

⁷ Stabilisation de la négociation collective de branche - Réforme de l'extension.

- chapitre 9. « Itinéraire d'un ancien ouvrier des chantiers navals de la Seyne-sur-Mer devenu artiste peintre. Portrait d'Alain Boggero », p. 283-310
- chapitre 10. « Enseigner à des militants dans un cadre universitaire », p. 311-351
- chapitre 14. « Focus sur la rénovation du bâtiment de Bourg-la-Reine (2006-2008) », p. 381-390.
- chapitre 15. « les chantiers ouverts et restant à ouvrir », p. 391-422
- « Égalité des droits et uniformisation des statuts d'emploi. Bref propos sur quelques évolutions du droit du travail", dans Devin P. et Garrel G.(coord.), *Syndicalisme et égalité*, édition de l'Arbre bleu, 178 p., p. 103-110.

- 2021
- « Le travail à l'ère des techniques numériques », dans Lerouge L. (dir), *La numérisation du travail. Enjeux juridiques et sociaux en santé au travail*, L'Harmattan, sept. 2021, 278 p., p. 37-67 https://www.editions-harmattan.fr/livre-9782343233468?utm_source=phplist&utm_campaign=message_32418&utm_medium=em ail&utm_content=lienImage
- « Le futur de l'O.I.T. », dans N. Maggi-Germain (dir.) *L'impact des normes de l'O.I.T. sur la scène internationale*, éd. Mare & Martin, 22 avril, coll. Droit et Science politique, 328 p., p. 23-37

- 2019
- « L'entreprise et la communauté de travail », in F. de la Morena (dir.) *Laïcité : une question de frontière(s)*, LexisNexis, 199 p., p. 109-112
- 2015
- « L'idée de solidarité dans l'économie sociale », in *Des liens et des droits*, Mélanges en l'honneur du professeur Laborde, Dalloz, 951 p., p. 421-432
- 2011
- « Statuts ou contrats ? Les oripeaux de la modernisation des relations de travail dans la fonction publique », in B. Mas, F. Pierru, N. Smolski et R. Torrielli, *L'hôpital en réanimation*, éd. du Croquant, coll. Savoir/Agir, nov.
- « Le congé individuel de formation face aux évolutions du droit de la formation professionnelle continue » in Ghaffari S. et Podevin G. (Dir.), *Le congé individuel de formation Un droit national, des réalités territoriales*, Presses Universitaires de Rennes, Collection Des Sociétés, Rennes, 2008, pp. 21-35 (écrit en collaboration avec Pascal Caillaud).
- 2006
- « Herméneutique juridique de deux 'idées' portées par l'Accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 et la loi du 4 mai 2004 : la formation tout au long de la vie professionnelle et le droit individuel à la formation », in *La formation tout au long de la vie*, dir. Y. Morvan, Actes du Colloque organisé par Rennes Métropole, 6 et 7 mars 2006, PUR, oct. 2006, 311 p., p. 103-114.

- 2003
- « Inconstance et contingence de la définition juridique de la formation professionnelle », in N. Maggi-Germain et A. Pélage (dir.), *Les évolutions de la formation professionnelles : regards croisés*, Actes du séminaire de la DARES 2002 sur le Droit de la formation

professionnelle, Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité & La documentation française, Cahier Travail et emploi, 302 p., p. 153-172.

2002

« L'apport du concept de statut du personnel dans la construction juridique de la notion de réseaux transeuropéens », in Hénaff (G) (sous la dir.), Services publics et concurrence, PU de Rennes, 350 p., p. 241 à 261.

Contribution également publiée à la *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 457, avril, p. 256 à 268.

2000

« La prise en compte, dans le statut juridique du journaliste, de l'intérêt général », in J.-L. Bodiguel, Ch.-A. Garbar et A. Supiot (dir.) *Le travail au service de l'intérêt général*, PUF, coll. Les voies du droit, p. 225-251.

« L'articulation entre la loi, le statut et la convention collective dans le secteur public », article écrit en collaboration avec Ch.-A. Garbar, Professeur de droit public à l'Université François Rabelais de Tours, in, *Quelle démocratie sociale dans le monde du travail*?, dir. J. Barreau, PUR, 218 p., p. 159-177.

1998

« L'emploi public en voie de disparition ? L'exemple des entreprises de service public », in *Le travail en perspectives*, sous la direction d'A. Supiot, LGDJ, 640 p., p. 413-426

1997

« La privatisation des relations de travail dans les entreprises de service public françaises : les enseignements de l'analyse comparative », in D. Guerraoui, N. El Aoufi et J. Barreau, *Le devenir du service public. Comparaison France-Maroc*, éd. Toubkal et éd. L'Harmattan, 343 p., p. 237-260.

1996

Participation à la rédaction d'un ouvrage publié sous la direction de Y. Moreau, intitulé Entreprises de service public européennes et relations sociales, ASPE, 223 p.

11) ARTICLES PUBLIÉS DANS DES REVUES FRANÇAISES À COMITÉ DE LECTURE

2019

« Existe-t-il un droit commun du travail ? », in La réforme de la fonction publique, *Droit social*, n° spécial pluridisciplinaire coordonné par Nicole Maggi-Germain, n° 12, déc., p. 1034 à 1041

« La réforme de la fonction publique : chronique d'une mort annoncée ? », in La réforme de la fonction publique, *Droit social*, n° spécial pluridisciplinaire coordonné par Nicole Maggi-Germain, n° 12, déc., p. 992 à 994

« Socialisation du risque économique et redistribution des responsabilités », in *Le travail en quête de responsabilités*, numéro spécial pluridisciplinaire de la revue *Sociologie du travail*, vol. 61 - n°2, avril-juin 2019, coordonné par Michel Lallement et Bénédicte Zimmermann. https://journals.openedition.org/sdt/17619;

- « L'accompagnement des travailleurs », in n° sp. sur la Réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage, *Droit social* décembre, n° 12, p. 1-7
- « La reconnaissance des compétences liées au mandat », in *La réforme du Droit du travail.* Ordonnances du 22 septembre 2017, dossier coordonné par F. Géa, *Droit social* janvier, p. 32-36

2017

«La place des instituts du travail dans la formation prud'homale : contribution à la construction d'une université ouverte », écrit en collaboration avec Valérie Lacoste-Mary, Directrice de l'Institut du travail d'Aquitaine, *Droit social* juillet, n° 7/8, p. 594-598

2016

- « Le Compte personnel d'activité à la croisée des chemins », in *Compte personnel d'activité*, dossier coordonné par N. Maggi-Germain, *Droit social* n° 10, octobre, 59 p., p. 792-799
- « Le compte personnel d'activité. Requiem for a dream ? », Droit social juin, p. 541-543

2015

- « Communauté, communautarisme, religion et fait religieux : de la nécessité d'opérer quelques clarifications sémantiques et juridiques », in N. Maggi-Germain (dir.) Communautarisme et fait religieux dans les relations de travail, n° sp. de la revue Droit social n° 9, septembre, 48 p., p. 674 à 681
- « Les enjeux autour de la réforme de la formation des conseillers prud'hommes », *Droit social* n° 6, juin, p. 545-550
- « Fondements et enjeux des "Comptes de Formation" : les regards croisés de l'économie et du droit », écrit en collaboration avec Jérôme GAUTIÉ et Coralie PEREZ, économistes, *Droit social* février, pp. 169-180
- « Le compte personnel de formation », Les Cahiers sociaux n° 271, février, p. 124-128

2014

« L'entretien professionnel : de l'outil managérial au dispositif juridique instrument des politiques publiques de l'emploi », Les Cahiers sociaux n° 267, oct., p. 597-602

Nicole MAGGI-GERMAIN, Michel OFFERLÉ (Politiste – ENS Paris) et Jean-Marie PERNOT (Politiste – IRES), "Réformer la représentativité pour refonder la représentation", *Droit social* n° 3, mars, p. 244-250

2013

- « La suspension de l'application de l'arrêté d'extension de la convention collective nationale de la branche de la production cinématographique par le juge des référés : prologue judiciaire ou clap de fin ? », *Droit social* n° 12, déc., p. 1016-1022
- « Le plan de formation de l'entreprise », Droit social n° 11, nov., p. 941-954

"Le compte personnel de formation", *Droit social* n° 9, septembre, n° sp. *Loi relative à la sécurisation de l'emploi*, p. 687-700

"Fonctions et usages de la représentativité patronale", *Travail et emploi* n° 131, juillet-septembre n° sp. *Représentativités syndicales, représentativités patronales. Règles juridiques et pratiques sociales*, p. 25-45

2011

« La représentativité des organisations professionnelles d'employeurs », *Droit social*, nov., p. 1072-1082

« Les accords "libératoires" sur l'emploi des travailleurs handicapés, *La revue de l'IRES*, n° 67, p. 99-121

2010

"Mobilis in mobile : le Code du travail en mouvement", in Nouveau Code du travail. Évaluation par les usagers et bilan des deux premières années d'application, *Semaine sociale Lamy*, Supplément n° 1472-20 décembre 2010, p. 64-74

2009

« La capacité du salarié à occuper un emploi », Droit social, déc., p. 1234-1245

2008

« La territorialisation du droit. L'exemple des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle continue », *Droit et société*, n° 69-70/2008, p. 441-477

« Formation professionnelle continue et sécurisation des parcours professionnels », *Semaine sociale Lamy Supplément*, 7 avril 2008, n° 1348 (numéro spécial sur La sécurisation des parcours professionnels), p. 21-25

2007

- « Sur le dialogue social », *Droit social*, juillet-août, p. 798-807
- « Vers un droit personnel à la formation ? », écrit avec P. Caillaud, *Droit social*, mai, p. 574-591

2006

"Le licenciement des salariés protégés : processus et enjeux », *Droit et société* n° 62-2006, p. 179-201.

2004

- « Statut et contrat : deux modes de construction de la relation de travail », *La Revue de l'Ires*, numéro spécial (n° 45) *Les relations professionnelles dans le secteur public*, 2004/2, p. 103-117.
- « Les fonctionnaires communautaires et la fabrication d'un intérêt général communautaire », Revue du Marché commun et de l'Union européenne, n° 481, sept., p. 531-543.

 Article mis en ligne, après réactualisation, sur le site du Centre des études européennes de Strasbourg (CEES), Revue "Études européennes", éditée par l'École Nationale d'Administration (ENA) et l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, n° 6, 05.04.2005
- « La formation professionnelle continue entre individualisation et personnalisation des droits des salariés », *Dr. Soc.* mai, p. 482-493.

2003

« Le stress au travail », Revue de jurisprudence sociale 3/2003, p. 191-200.

"La construction juridique du handicap", Dr. soc. déc., p. 1092-1100.

"Harcèlement moral et conditions de travail", *Bulletin social Francis Lefebvre* n° 8/9, p. 470-472.

"Travail et santé : le point de vue d'une juriste", Dr. soc. mai p. 485 à 493.

« La loi de modernisation sociale et le "développement de la formation professionnelle continue" », *Dr. soc.* mars, p. 334 à 341.

"L'évolution du droit applicable aux relations de travail dans les entreprises publiques à statut. Conseil d'État, Ass., 26 juin 2001, Berton c/ SNCF", *Revue juridique de l'entreprise publique/CJEG*, n° 584, février, p. 94-108.

2001

"L'évolution de la formation professionnelle continue", article écrit en collaboration avec Mario Corréia, sociologue (ISST-Université de Paris I) / Laboratoire Georges Friedmann), *Droit soc.*, p. 830-840.

2000

"L'articulation temps de travail / formation professionnelle continue après la loi Aubry II", *Droit social* sept.-oct., p. 858-864.

1999

"À propos de l'individualisation de la formation professionnelle continue", *Droit social* juillet-août 1999, p. 692-699.

"Réflexions sur la détermination du champ d'application de la négociation collective dans les entreprises de service public. A propos de l'annulation de l'accord d'EDF GDF sur les 32 heures (Cour d'Appel de Paris 22 septembre 1998)", *La Semaine juridique*, éd. E, n° 7, 18 février, p. 310-316

1998

"La dualité contentieuse, Tribunal de commerce / Conseil de prud'hommes, dans le règlement des défaillances d'entreprises", *Les Petites Affiches* n° 96 du 12 août 1998, p. 3-11

12) AUTRES ARTICLES, OPINIONS, VARIA

2020

Vers la fin du droit de la fonction publique ? Participation à la « Controverse » de la *Revue de Droit du travail* (L'importation des techniques du travail en droit de la fonction publique : vices ou vertus ? n° 5, mai 2020, p. 306-308 < halshs-02614216 >

2016

Quelle égalité dans le financement du paritarisme ? Participation, avec le Pr Radé, à la rubrique « Controverse » de la *Revue de Droit du travail* n° 3, mars 2016, p. 137-139

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

1) AU NIVEAU INTERNATIONAL

RESEAUX SCIENTIFIQUES INTERNATIONAUX

Depuis 2020 Membre du Comité scientifique de la revue numérique E-Journal of International and

Comparative Labour Studies

(http://ejcls.adapt.it/index.php/ejcls_adapt/about/editorialTeam)

Depuis 2019 Membre du Comité éditorial de la Revista de Direito do Trabalho (Brésil)

Depuis 2017 Membre du Comité scientifique de la revue numérique bimestrielle *Professionalità*

studi, dirigée par Giuseppe Bertagna, Professeur en Sciences de l'éducation à l'Université de Bergame, et Michele Tiraboschi, Professeur de droit du travail à l'Université de Modèle

et de Reggio Emilia -

http://riviste.gruppostudium.it/professionalit%C3%A0/professionalit%C3%A0-studi

PROJETS DE RECHERCHE INTERNATIONAUX

2021-2025

Participation au projet de recherche « Aprendizaje a lo largo de la vida en una sociedad digital: formacion y recualificacion para las nuevas profesiones del mercado de trabajo global »⁸ dirigé par les Pr. Lourdes MELLA MENDEZ et Consuelo FERREIRO REGUEIRO; Agencia Estatal de Investigación / faculté de droit de l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle (Espagne) - https://www.lawusc.es/portfolio-item/aprendizaje-a-lo-largo-de-la-vida-en-una-sociedad-digital-formacion-y

2006-2010

Participation au Projet de recherche CAPRIGHT *Resources, rights and capabilities : in search of social foundations for Europe*

Projet qui s'inscrit dans le 6^e Programme-Cadre Européen de Recherche, de Développement Technologique et de Démonstration9.

Direction:

- Robert SALAIS, professeur d'économie à l'École normale supérieure de Cachan
- Bernadette CLASQUIN, sociologue, ingénieur de recherche au CNRS.

⁸ L'apprentissage tout au long de la vie dans une société numérique. Formation et requalification pour les nouveaux métiers dans le cadre du marché du travail global.

⁹ Citizens and governance in a knowledge based society.

<u>Participation à l'atelier 5.</u> « Social dialogue, rights and capabilities. New insights on the European public action »

Coordination: Jean de MUNCK (Professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain) and Claude DIDRY (Directeur de recherche au CNRS, ENS de Cachan)

2003-2006

Participation au Projet de recherche EUROCAP « Social dialogue, employment and territories. Toward a european politics of capabilities »

Direction:

- Robert SALAIS, professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure de Cachan **Projet** qui s'inscrit dans le 5^e Programme-Cadre Européen de Recherche, de Développement Technologique et de Démonstration

<u>Membre du groupe de travail 2</u> chargé de réfléchir sur le thème *From Employability to Capability: Design and Application of Tools*.

<u>Intervention</u> en décembre 2003 intitulé « La capacité, lieu d'articulation des dimensions objective et subjective du droit ».

1997-1998

Participation, pour la partie française, à une étude juridique comparative dirigée par Mats Kumlien, Professeur à la Faculté de droit d'Uppsala, à la demande du Conseil suédois pour la recherche sur les conditions de travail et intitulée "Maître ou employeur? Le droit du travail suédois contemporain dans une perspective historique et comparative".

ORGANISATION DE COLLOQUES INTERNATIONAUX (MEMBRE DE COMITES SCIENTIFIQUES)

2022-2023

« *Quo vadis human work* ? », huit séminaires pluridisciplinaires de recherche organisés par l'Université de Poznań (Pologne) autour de personnalités reconnues pour leurs travaux scientifiques - http://cbz.amu.edu.pl/page-1.html

- 20 oct. 2022 : Dominique Meda

- 2 déc. 2022 : David Cayla

2022

IVe assises franco-polonaises du Droit sur : *La communauté de travail : l'exemple de la Pologne et de la France*, 7/8 avril 2022, organisées par l'Université de Poznań, l'Université de Lorraine et l'Université Paris 1 à l'Académie Polonaise des Sciences - Centre Scientifique à Paris et l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne

2019

L'impact des normes de l'O.I.T. sur la scène internationale, Colloque international organisé dans le cadre du centenaire de l'Organisation internationale du Travail, avec le soutien Réseau International CIELO Laboral et du Réseau d'excellence Red de estudio y difusión del impacto de las nuevas TIC Sen la empresa (ministère de la recherche espagnol), 24 septembre 2019, Université Paris 1.

https://isst.pantheonsorbonne.fr/colloque-international-organise-centenaire-loit

2018

"Quatrième révolution industrielle et globalisation : la protection de l'emploi, la santé et la vie privée des travailleurs face aux défis du futur, 12/13 oct. 2018, organisé dans le cadre du

Réseau CIELO - Faculté de Droit de l'Université nationale de Montevideo, Uruguay. http://www.cielolaboral.com/2o-congreso-mundial-cielo-laboral-2018/

Membre du comité scientifique du colloque international de Séville (Espagne) "El Pilar Europeo de Derechos Sociales. Rentas Mínimas en Derecho Comparado y Pensiones", organisé par la Faculté de Droit de Séville en partenariat avec le Ministère espagnol de l'économie, de l'industrie et de la compétitivité – 27 sept.

2017

Membre du comité scientifique du colloque international de Porto (Portugal), 13-14 juillet 2017 "I International Congress Labour 2030. Rethinking the future of work" organisé par le réseau professionnel CIELO en partenariat avec la Law Academy et la Associação de Jovens Juslaboralistas. http://www.labour2030.eu

2016

Les changements sociaux et les transformations du travail contemporains : de nouveaux défis pour le monde du travail, 30 sept./1er oct. 2016, organisé dans le cadre du Réseau CIELO - Université catholique de Porto, Portugal

COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES INTERNATIONAUX

2022

IVe assises franco-polonaises du Droit sur : *La communauté de travail : l'exemple de la Pologne et de la France*, 7/8 avril 2022, organisées par l'Université de Poznań, l'université de Lorraine et l'Université Paris 1 à l'Académie Polonaise des Sciences - Centre Scientifique à Paris et l'Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne

<u>Titre de la communication</u>: L'entreprise et la communauté de travail dans le droit du travail français

Séminaire *Realidad virtual y el mundo del trabajo*, Réseau CIELO laboral et Laboral et Académie brésilienne du droit du travail, 24 février 2022, visioconférence.

<u>Titre de la communication</u> : "Les impacts de la réalité virtuelle sur le droit collectif et syndical »

2019

Colloque international Regards croisés universitaires et syndicaux sur l'OIT : quelles ambitions pour le deuxième centenaire ?, 23 sept., Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (ISST/École de Droit de la Sorbonne et Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne.

<u>Titre de la communication</u> : « La place des instituts du travail dans les formations syndicales au droit international : contribution à la construction d'une université ouverte »

Projet Rebalancing Economic and Political Power: A Clean Slate for the Future of Labor Law, Harvard Law School (Cambridge, USA) 15 et 16 janvier 2019

Atelier: Levels, Actors and Scope of Bargaining

<u>Titre de la communication</u>: From Collective Bargaining to Social Dialogue: New Legal Framework, New Paradigm for the French Labor relationship, 15 janvier 2019

2018

2^e Congrès mondial du Réseau CIELO - Faculté de Droit de l'Université nationale de Montevideo, Uruguay.

"Quatrième révolution industrielle et globalisation : la protection de l'emploi, la santé et la vie privée des travailleurs face aux défis du futur, 12/13 oct. 2018 –

http://www.cielolaboral.com/2o-congreso-mundial-cielo-laboral-2018/

<u>Titre de la communication</u>: Robotique et intelligence artificielle. Réflexions sur quelques enjeux juridiques et anthropologiques (12 oct. 2018).

Colloque de clôture du projet ANR/DGF DEVENT Capacité d'agir et développement professionnel des salariés. Une comparaison France/Allemagne, organisé par l'EHESS/CNRS (Paris) et le SOFI (Göttingen), 14-15 juin

<u>Titre de la communication</u>: Organisation et enjeux de la formation continue en France (14 juin)

7^e Congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique, « L'État face à ses transformations », Mons, 3-4 avril 2017.

Transformer les codes/lois/normes du travail : quels enjeux ? **Discutante** dans le cadre du premier panel de la section 14 (État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles reconfigurations en Europe ?), lundi 3 avril 2017

Congrès inaugural du réseau collaboratif CIELO¹⁰: Les changements sociaux et professionnels actuels: de nouveaux défis pour le monde du travail, 30 sept.-1^{er} octobre, Université Catholique de Porto (Portugal).

<u>Titre de la communication</u>: Les droits attachés à la personne : une nouvelle catégorie de droits sociaux ? L'exemple du Compte personnel d'activité (1^{er} octobre)

Université Aldo Moro de Bari (Italie), département de jurisprudence, Le parcours d'apprentissage. La centralité de la personne et la complexité de l'interaction entre le marché du travail et le système de formation-éducation, Bari, 28 oct. 2014

<u>Titre de la communication</u>: De la flexicurité à la sécurisation des parcours professionnels : la création du compte personnel de formation

Université de Bergame et l'Association for International and Comparative Studies in the field of Labour Law and Industrial Relations (ADAPT) Internship and traineeship for students and young people: training, school-to-work transition or exploitation?, Bergame (Italie), 26/27 octobre 2013

<u>Titre de la communication :</u> « Connecting educational and vocational training for youth : a challenge for the law »

Capright/Université de Nantes, colloque européen Capright (Projet européen n° 028549) co-financé par la Commission européenne (6e PCRD, Priorité 7), Remettre l'État dans le jeu ? Promouvoir le développement des capacités pour tous en Europe, Nantes, 2-3 décembre 2010

<u>Titre de la communication</u>: "Dialogue social, dialogue civil", intervention dans la troisième session (Démocratie délibérative et dialogue social).

2017

2016

2014

2013

2010

¹⁰ Communauté pour la recherche et les études sur le travail et le champ professionnel http://www.cielolaboral.com

Capright/Universitad de la República, Montevideo, URUGUAY, colloque sur le thème Modèles sociaux régionaux en Europe et en Amérique Latine : Emploi, droits sociaux et politiques et temps de crise, 27 & 28 avril 2010

<u>Titre de la communication :</u> « De la négociation collective au dialogue social : l'influence de l'Union européenne sur la transformation des modèles nationaux », en collaboration avec Anne Dufresne, sociologue, chercheur à l'Université catholique de Louvain.

2) AU NIVEAU NATIONAL

2017-2019

DIRECTION SCIENTIFIQUE DE PROJETS DE RECHERCHE

Direction scientifique d'un projet de recherche sur *Le fait religieux dans l'entreprise*. Étude réalisée à partir d'une analyse des transformations économiques et sociales sur le bassin aéroportuaire de Roissy, recherche réalisée dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt politique travail n° E11179178, année 2017-2018 - DIRECCTE d'Ile-

de-France

2009-2011 Codirection (J.-P. Le Crom, Historien, Directeur de recherche au CNRS) d'un projet

de recherche sur *La construction de la représentativité patronale*, en réponse à l'appel à projet sur les organisations d'employeurs en France lancé en mars 2009 par la Dares (Ministère de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi – Ministère du Travail, des relations

sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville).

2008-2009 Direction scientifique d'un projet de recherche intitulé Construire l'insertion des

travailleurs handicapés : le rôle de la négociation collective, recherche réalisée dans le

cadre de la convention d'étude conclue pour l'année 2007 entre l'Ires et la Cgt.

Codirection, avec P. Caillaud, chargé de recherche au CNRS, d'un projet de recherches

financé par la DARES, portant sur "Les cadres territoriaux et juridiques du droit de la formation professionnelle continue : un changement de paradigmes ?», comprenant une

équipe de dix personnes (juristes, sociologues, économistes).

2002-2004 Codirection, avec M. Corréia, Sociologue, d'un projet de recherche financé par la DARES,

portant sur "Le licenciement des salariés protégés : processus et enjeux".

PARTICIPATION À DES PROJETS DE RECHERCHE NATIONAUX

2009 Membre de l'équipe de recherche chargée de travailler sur l'évaluation du Code du travail, sous la direction de Lise Caseaux-Labrunée, Professeur de droit privé à l'Université

de Toulouse I. Un site a été créé afin d'inviter les professionnels ou simples utilisateurs du

Code du travail à faire part de leur expérience via un questionnaire en ligne. Une équipe de recherche a ensuite été chargée d'analyser les réponses.

2001-2002

Participation à un séminaire de travail *Négociations sur les transformations de l'emploi dans les services publics*, IRES. Intervention intitulée "Relations de travail et ouverture à la concurrence des services publics", 26 oct. 2001.

ORGANISATION DE COLLOQUES / JOURNÉES D'ÉTUDE - https://isst.pantheonsorbonne.fr/nos-activites

2018

Autour de la loi « Avenir professionnel », 4 oct. 2018, Les deuxièmes Rencontres ISST-IRES (ISST-Univ. Paris 1) : - https://isst.pantheonsorbonne.fr/rencontres-lisst-ires
Synthèses : https://youtu.be/9IawXD7inXw
https://www.actuel-ce.fr/content/de-quoi-lavenir-professionnel-est-il-le-nom

Des lois Aubry aux ordonnances Macron : mise en perspective des mutations du droit du travail, Journée d'étude organisée avec JP Tonneau, sociologue, ISST-Univ. Paris 1, 11 dec. 2018

https://isst.pantheonsorbonne.fr/journees-detudes

2017

Intervention de Petros STANGOS, Professeur de droit de l'Union Européenne (Faculté de droit de Thessalonique, Grèce) et Membre et vice-président (2013-2016) du Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe, 14 déc. 2017, Isst-Université Paris 1 sur deux thèmes :

- La « faillite » du droit du travail : décryptage du cas de la Grèce (https://mediatheque.univ-paris1.fr/video/1108-la-journee-dactualites-juridique-economique-et-sociale-la-faillite-du-droit-du-travail-decryptage-du-cas-de-la-grece/)
- La place du comité européen des droits sociaux dans l'action syndicale (https://mediatheque.univ-paris1.fr/video/1109-la-journee-dactualites-juridique-economique-et-sociale-la-place-du-comite-europeen-des-droits-sociaux-dans-laction-syndicale/)

2016

Le compte personnel d'activité, journée d'étude, 15 mars 2016, ISST¹¹/IRES¹²/IDHES¹³

Journée d'étude organisée à <u>l'Institut des sciences sociales du travail (Univ. Paris 1)</u> ayant pour finalité de faire se rencontrer et discuter d'une réforme en cours des chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historien, politistes), des représentants du monde du travail et les partenaires sociaux.

¹¹ Institut des sciences sociales du travail

¹² Institut de recherches économiques et sociales

¹³ Institutions et dynamiques historiques de l'Économie et de la Société

2015 Le communautarisme dans les relations de travail, journée d'étude, 28 mai 2015, ISST/IRES/IDHES

Journée d'étude organisée à <u>l'Institut des sciences sociales du travail (Univ. Paris 1)</u> ayant pour finalité de faire se rencontrer et discuter d'une réforme en cours des chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historien, politistes), des représentants du monde du travail et les partenaires sociaux.

2014 Réformer la représentativité des organisations patronales, journée d'étude, 22 janvier 2014, ISST/IRES/IDHES

Journée d'étude organisée à <u>l'Institut des sciences sociales du travail (Univ. Paris 1)</u> ayant pour finalité de faire se rencontrer et discuter d'une réforme en cours

- des chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historien, politistes),
- le Directeur général du travail,
- les partenaires sociaux : les représentants d'organisations professionnelles d'employeurs au niveau national interprofessionnel (Medef, CGPME, UPA) et au niveau des branches ainsi que les représentants des confédérations syndicales de salariés (CGT, CFDT, CGT-FO)

COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES NATIONAUX

2018

Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Panthéon-Assas université, Institut Universitaire de

France, Démocratiser L'espace-monde. Le droit de participer aux affaires publiques au niveau mondial, 20 et 21 oct. 2022

<u>Titre de la communication</u>: « La participation de l'Organisation internationale du Travail à la construction d'un ordre mondial du travail ».

Institut du travail de Saint Etienne, Université Jean Monnet, Du travail subordonné au "prolétariat du clic". Quels enjeux juridiques et sociaux des mutations du travail et de l'emploi ?, 7 juillet 2022

<u>Titre de la communication</u> : « Le travail à l'ère des techniques numériques ».

2019 Faculté de Droit de Poitiers, Numérisation du travail : enjeux juridiques en santé et sécurité au travail, 14 mars 2019

<u>Titre de la communication</u>: « Économie digitale et travail salarié ».

Institut du Droit de l'espace, des territoires, de la culture et de la communication (IDETCOM) (Univ. Toulouse Capitole), Laïcité: une question de frontière[s], 8/9 nov. 2018

<u>Titre de la communication</u>: « L'entreprise et la communauté de travail » (8 nov.)

2014 Institut d'études européennes et internationales du travail (Université de Montpellier),

Les entretiens avec le salarié, 6 juin 2014

Titre de la communication : « L'entretien professionnel »

Centre de théorie et de recherche en droit du travail et de la protection sociale (CERIT-IFG) – Institut François Gény (Université de Lorraine - Nancy), Les nouveaux visages de la représentation syndicale après la loi du 20 août 2008, 29 nov. 2013.

<u>Titre de la communication</u>: « La représentativité des organisations professionnelles d'employeurs »

2010

Univ. Toulouse 1 Capitole, Nouveau code du travail, Évaluation par les usagers et bilan des deux premières années d'application, dir. Prof. L. Casaux-Labrunée 27 & 28 mai 2010 <u>Titre de la communication</u>: à la recherche des dispositions de l'ancien Code du travail... ou de l'incidence de certains changements de place

2006

Université Robert Schumann (Institut du travail de Strasbourg) et les Confédérations syndicales CFDT, CGT et CGT-FO, « Le salarié, acteur de son évolution professionnelle. Mythe ou réalité ? », 12 et 13 octobre 2006.

<u>Participation à une table ronde</u>: L'initiative du salarié: sur quels temps, dans quel but?

2004

GRIST (Université de Lille 2) et Thémis social, « La réforme de la formation professionnelle » colloque organisé par le 13 oct.

<u>Titre de la communication</u>: existe-t-il un droit à la formation professionnelle?

Ministère du travail (DARES), « Les évolutions de la formation professionnelle continue : l'impact de la loi du 4 mai 2004 », 28 sept. 2004.

<u>Titre de la communication</u> : « La formation professionnelle continue : entre individualisation et personnalisation des droits des salariés »

1998

Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin (Nantes), Le travail au service de l'intérêt général, 30-31 oct. 1998

Titre de la communication : le statut de journaliste

Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (LASAIRE), Cinquième biennale "EUROPE TRAVAIL EMPLOI", sur le thème "Maastricht, Amsterdam, et après ? Quel projet pour l'Europe ? Quelle place pour les acteurs ?", Lyon, 23-24 nov. 1998 <u>Titre de la communication</u>: "Les relations de travail et statuts dans les entreprises de service public"

1996

Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin (Nantes), Palais de Congrès de Nantes, *Le travail en perspectives*, 7-8 avril 1996

<u>Titre de la communication</u>: le personnel des entreprises publiques à statut entre droit public et droit privé

COMMUNICATIONS DANS DES SÉMINAIRES DE RECHERCHE INTERNATIONAUX

2021

Intervention dans le cadre du groupe de recherche (TADT) de l'Université de São Paulo (Brésil) 16 déc. 2021, « Le télétravail dans le droit Français en période de pandémie »

CIREL (Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille)/ Univ. de Lille, Le Conseil en Évolution Professionnelle : un outil au service de l'évolution et de la sécurisation des parcours professionnels ? Séminaire de spécialité

Titre de la communication : Existe-t-il un droit à l'accompagnement ? (19 avril 2018)

2012

Association française de sociologie (Réseau thématique "Relations Professionnelles), "Représentativité, légitimité, démocratie syndicale et ouvrière".

<u>Titre de la communication</u>: "La représentativité des organisations patronales" (19 oct 2012) **Centre d'économie de la Sorbonne,** Séminaire TEmPS (Travail, Emploi et Protection Sociale) organisé par l'Axe Institutions

<u>Titre de la communication</u>: "La sécurisation des parcours professionnels : approche juridique" (7 juin 2012)

2011

Centre d'Histoire de la Sorbonne/IDHE, Les services publics à l'épreuve : entre marchés et égalité (France, Europe occidentale et espaces coloniaux au XXe siècle),

<u>Titre de la communication</u>: Services publics et droit du travail. Privatisation des relations de travail dans le secteur privé ou émergence d'un droit commun du travail ? (16 sept. 2011)

2007

Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, Nantes, Les lundis de la MSH,

<u>Titre de la communication</u> (avec M. Corréia, sociologue) : « L'apport de la sociologie et du droit dans la compréhension du processus de licenciement des salariés dits 'protégés' » (lundi 18 juin 2007)

DGAFP (Ministère de la fonction publique) / Gilles Jeannot (LATTS), Jean Marie Pernot (IRES), Pascal Ughetto (LATTS), Jean Saglio (Cristo-PACTE), « Gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives ».

<u>Titre de la communication</u> : « l'articulation entre la loi, le statut et la convention collective dans le secteur public » (15 février)

DIVERS

2021-2022 Accueil e congé de recherche (CRCT)

2005-2006 Accueil en délégation au CNRS.

2002

Collaboratrice de la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et statistiques / Ministère de l'emploi et de la solidarité) pour la formation professionnelle.

- Mise en place d'un séminaire sur L'évolution du droit de la formation professionnelle (5 séances d'une journée réparties sur six mois) regroupant chercheurs, praticiens du droit et partenaires sociaux.
- Direction d'un ouvrage collectif publié à la documentation française (infra, rubrique « Publications »).

Membre du groupe national de réflexion sur "La santé au travail", mis en place par des Médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d'œuvre, Ministère de l'emploi et de la solidarité, MINISTERE DU TRAVAIL, Direction des relations au travail.

1995

Participation à un groupe de travail (Paris) sur "Les relations sociales dans les entreprises de service public en Europe", dirigé par Y. Moreau, Conseiller d'État, et regroupant diverses grandes entreprises publiques telles que la SNCF, EDF GDF, Air France, France Telecom, La Poste.

Participation à l'élaboration d'un guide d'entretien destiné à de grandes entreprises publiques européennes ; réalisation de ces entretiens ; participation au travail de synthèse et à la rédaction d'un ouvrage publié en septembre 1996 aux éditions ASPE (*Entreprises de service public européennes et relations sociales. L'acteur oublié*, ASPE, 1996, 223 p.)

LANGUES PARLÉES

Français (langue maternelle)

Anglais (compétences professionnelles)

Espagnol (compétences professionnelles)

Russe (niveau moyen)

Farsi (persan) (débutante – en cours d'apprentissage)

SÉJOURS A L'ÉTRANGER

URSS (été 1985, 3 semaines)

ISRAËL (été 1986, 5 semaines).

GRÈCE (3 semaines, été 1987 ; 5 semaines, été 2002 ; 5 semaines, août 2012)

U.S.A. (San Francisco, décembre 1987; New York, septembre 1989).

CANADA (province du Québec, 5 semaines, automne 1989 ; deux semaines août 2009).

AMÉRIQUE DU SUD (Argentine, Bolivie, Pérou, Équateur, Brésil, 3 mois, Hiver 1990).

AFRIQUE DE L'EST (Tanzanie et Kenya, 6 semaines, été 1990 ; 5 semaines été 2004).

THAÏLANDE, MALAISIE, SINGAPOUR (6 semaines, été 1992; 5 semaines, août 2013).

PAKISTAN (5 semaines, été 1993).

AFRIQUE AUSTRALE: Namibie, Zambie (3 semaines, printemps 2006)

BOTSWANA (trois semaines; été 2007)

ÉGYPTE (10 jours, nov. 2008)

AUSTRALIE / POLYNÉSIE (6 semaines, été 2009)

RUSSIE (10 jours, nov. 2013)

CENTRES D'INTÉRÊT

Plongée sous-marine (titulaire du brevet – niveau 2, descente à 40 m, délivré par la FFESSM et du "PADI Open Water Diver")
Planche à voile